

print

Le président al-Assad : Les batailles que déclenche l'armée arabe syrienne visent à préserver l'unité de la Syrie

De [DR Bachar al-Assad](#) et [A. Chatta](#)

Global Research, juin 03, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-president-al-assad-les-batailles-que-declenche-larmee-arabe-syrienne-visent-a-preserver-lunite-de-la-syrie/5337416>

Damas / Le président Bachar al-Assad, a affirmé que les batailles que déclenche l'armée arabe syrienne visent à préserver l'unité de la Syrie.

Dans une interview qu'il a accordée à la chaîne "al-Manar", le président al-Assad a fait noter que l'intervention israélienne aux côtés des terroristes avait pour but de porter atteinte à la résistance et de frapper les défenses antiaériennes syriennes, soulignant que la Syrie avait affirmé à toutes les parties qu'elle avait contacté, que ce soient arabes ou étrangères, qu'elle riposera à toute prochaine agression israélienne.

Le président al-Assad a fait noter que le peuple syrien avait mis en échec les plans des ennemis de la Syrie.

Quant au passage de la phase de la défense à celle de l'attaque, le président al-Assad a indiqué que ce qui s'était produit n'est pas le passage de la défense à l'attaque, mais un renversement dans l'équilibre des puissances en faveur des forces armées arabes syriennes.

"Ce renversement des forces est un renversement de l'incubateur dans certaines régions où des personnes armées sont présentes", a indiqué le président al-Assad qui a précisé que de nombreuses personnes ont été trompées en croyant que ce qui se passe est une révolution contre les aspects négatifs, cette couveuse populaire a changé, ainsi que de nombreuses personnes armées qui s'étaient retirés des groupes et avaient retrouvé leur vie normale.

Répondant à une question sur le recours aux combattants de Hezbollah, le président al-Assad a dit : "Si Hezbollah ou la résistance voulaient défendre la Syrie, ils auraient envoyé nombre de combattants : quelques centaines, un mille ou deux mille. Mais on parle d'une bataille à laquelle prennent part des centaines de milliers de l'armée arabe syrienne et des dizaines de milliers de terroristes ou plus de cent mille, en raison de l'envoi persistant des terroristes depuis les pays voisins. Le nombre via lequel un parti peut défendre un Etat dans sa bataille, en prenant en compte le nombre de terroristes et de l'armée et la superficie de la Syrie, ne protège point un régime ni un Etat".

Abordant les événements qui s'étaient succédé depuis le début de la bataille à Ramadan 2011, le président al-Assad a indiqué que Hezbollah n'avait pas intervenu depuis l'escalade de la situation sur le terrain, "alors pourquoi le fait-il actuellement ? Pourquoi on n'a pas vu Hezbollah à Damas, ni à Alep, la grande bataille a lieu dans ses deux villes, non pas dans la petite ville de Qusseir ?. Cette ville est stratégique, mais toutes les frontières sont stratégiques pour les terroristes qui les utilisent pour se rendre en Syrie avec leurs armes".

Quant à la question sur la nature de la bataille à Qusseir, et si elle préludera à l'établissement d'un Etat alaouite en cas de l'imposition de la division ou des changements géographiques dans la région, le président al-Assad a souligné que

les littoraux syrien et libanais ne passent pas via al-Qusseir du côté géographique, ajoutant que personne ne mène des batailles pour aller vers le démembrement.

“Les batailles en Syrie ne donnent pas l'idée que certains cherchent à démembrer l'Etat syrien mais tout au contraire ces batailles sont des batailles pour préserver l'unité de la Syrie”, a-t-il martelé.

A propos de l'apparition d'Israël sur l'équation de la crise en Syrie via ses raids sur Damas, le président al-Assad a estimé que l'intervention d'Israël aux côtés des terroristes vise à porter atteinte à la résistance et à frapper les défenses antiaériennes syriennes.

Questionné sur la réaction du gouvernement syrien vis-à-vis des agressions israéliennes, le président al-Assad a répondu : “ Le gouvernement avait informé toutes les parties, arabes et étrangères, qu'elle avait contactées qu'il ripostera à la prochaine fois. La riposte momentanée n'a aucune valeur mais notre réaction doit être stratégique”.

Quant à l'ouverture du Front du Golan, le président al-Assad a évoqué la pression populaire claire pour ouvrir ce Front devant la résistance, soulignant que la résistance n'est pas une simple opération. “Or la question est politique et sociale et par conséquent une question militaire”.

Soulignant le ciblage du véhicule militaire israélien qui avait franchi la ligne de désengagement, le président al-Assad a estimé que le vrai changement dans les règles d'accrochage se fait en cas de l'orientation populaire vers la résistance. “Tout autre changement est provisoire, car l'orientation du peuple vers la résistance est le changement radical et dramatique”, a-t-il fait noter.

A la question de savoir pourquoi y avait-il une trêve au Golan pendant 40 ans, alors qu'on parle maintenant de l'ouverture de ce front ?, le président al-Assad a indiqué que l'Etat ne crée pas la résistance car si celle-ci n'était pas spontanée ou populaire, elle ne serait pas une résistance.

“L'Etat appuie ou bien entrave la résistance, comme c'est le cas dans nombre de pays arabes. L'Etat qui entrave la résistance est irresponsable”, a indiqué le président al-Assad.

Questionné sur la livraison d'armes S300 à la Syrie après le dernier raid israélien sur Damas et la visite de Netanyahu à Moscou, le président al-Assad a assuré que les contrats militaires passés avec la Russie n'ont rien à voir avec la crise. “La Russie remplit ses engagements à l'application de ces contrats”, a assuré le président al-Assad, qui a ajouté que ni la visite de Netanyahu ni la crise, elle-même, n'avaient influé sur l'exportation d'armes à destination de la Syrie.

A la question de savoir s'il répondra à la demande du président de la Coalition démissionné, Mo'az al-Khatib, de quitter la Syrie pour mettre fin à la crise, le président al-Assad a dit : “La décision du départ ou pas d'un président dépend du peuple syrien. Toute personne parlant de ce sujet doit manifester à quel point il représente le peuple syrien”.

A propos de la conférence internationale de “Genève II” sur la Syrie, le président al-Assad a prévu la tenue de cette conférence au cas où elle n'a pas été avortée par d'autres pays. “La Syrie avait annoncé il y a deux jours son accord préliminaire de prendre part à la conférence”, a-t-il souligné.

Le président al-Assad a estimé que cet accord préliminaire dépend des détails et des conditions qui pourraient être déposés avant la conférence.

Questionné sur les conditions mises par la direction syrienne, le président al-Assad

a indiqué que la seule condition est que toute démarche adoptée lors d'une réunion, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur, soit soumise à un référendum populaire.

Au sujet des propos véhiculés sur la phase de transition et sur son rôle pendant cette phase, le président al-Assad dit : "Certaines parties parlent d'un gouvernement de transition où il n'y a aucun rôle du président, mais en Syrie il y a un régime présidentiel et le président ne préside pas le gouvernement. C'est la constitution qui donne au gouvernement ses prérogatives et qui change les attributions du président qui ne peut pas y renoncer car il ne possède pas la constitution dont le changement se fait via un référendum populaire".

Questionné sur les relations de la Syrie avec l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, notamment après leurs dernières positions quasi-modérées au comité ministériel arabe, le président al-Assad a évoqué les changements provisoires dans le discours de ces pays, lequel n'a rien à voir avec la pratique.

"Les pays qui appuient les terroristes n'ont pas changé et ils continuent à le faire", a-t-il fait noter.

A la question de savoir si les négociations politiques échouent, le président al-Assad a indiqué que cette question est probable "car il y a des pays qui entravent la tenue de la conférence internationale sur la Syrie, mais je crois que l'échec de cette conférence ne changera rien dans la situation à l'intérieur du pays parce que ces pays, en cas de la tenue de la conférence ou pas, ne vont pas cesser de soutenir les terroristes qui poursuivent le sabotage", a précisé le président al-Assad.

Le président al-Assad a parlé, enfin, de la politique de distanciation du Liban vis-à-vis de la crise en Syrie, ajoutant que le Liban n'avait pas empêché l'infiltration de terroristes et d'armes vers la Syrie et n'avait pas pu se protéger des retombées de cette crise, en particulier à Tripoli.

A. Chatta / L.A.

Copyright © 2013 Global Research